

## **Annexe A : Discours de l'honorable Trenholme Counsell, médecin et sénatrice**

**Le Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick  
l' Université de Moncton  
Moncton, NB  
October 16, 2008**

Chers amis et amies,

C'est tout un honneur que d'être votre invitée à cette conférence de grande importance pour chacun et chacune de nos citoyens, pour chaque famille au Nouveau-Brunswick, au Canada et dans le monde entier.

Nous sommes réunis à un moment où – plus que jamais – notre pays, et beaucoup d'autres pays, doivent être vigilants, par rapport à une tendance à la hausse de la sécurité de notre nourriture. Quelle occasion et quelle responsabilité pour chacun d'entre nous!

Il n'y a pas un moment plus propice pour aborder la sécurité de nos aliments. Il faut profiter de cette occasion pour offrir l'expertise que chacun d'entre nous apporte à cette conférence et pour examiner de façon objective les défis qui se multiplient jour après jour sur le plan de la sécurité et de l'approvisionnement alimentaires, et le coût de la nourriture.

L'invitation que j'ai reçue de Micha Fardy, directrice du développement communautaire de Centraide de la région du Grand Moncton et du sud-est du Nouveau-Brunswick, faisait allusion au discours que j'ai prononcé plus tôt cette année à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Association des diététistes du Nouveau-Brunswick.

J'ai alors dit : « Les aliments que nous consommons, ou que nous omettons de consommer, sont inextricablement liés à notre santé, à notre guérison en cas de maladie, à notre bien-être général, et même au plaisir que nous retirons de la vie. »

Oui, j'y crois fermement et j'ai appliqué cette philosophie à titre de nutritionniste, de médecin de famille et même de défenseur du sain développement des jeunes enfants du Canada.

Et pourtant, en 2008, nous devons relever de plus grands défis et faire face à une plus grande incertitude à chaque maillon de notre chaîne d'approvisionnement alimentaire.

L'épidémie de listériose, les nouvelles récentes de préparations pour nourrissons gravement altérées, le débat entourant les biocarburants, les questions relatives aux aliments biologiques et la hausse des coûts du panier de provision hebdomadaire de la famille – tous ces facteurs, et plus encore, influencent la façon dont chacun d'autre nous fait l'épicerie et constituent un enjeu de consommation pour la communauté internationale. Des associations comme la vôtre peuvent jouer un rôle plus important de conseiller auprès de vos concitoyens et concitoyennes et de guide dans le choix des meilleurs aliments pour toutes les personnes assises à la table, dans leur maison, à l'échelle du pays.



Je suis heureuse de constater la grande diversité des intervenants et rassurée que vous mettiez en commun une expérience et une sagesse collectives :

- Pour augmenter la proportion de Néo-Brunswickois et de Néo-Brunswickoises qui a accès à des aliments nutritifs et produits localement;
- Pour améliorer la viabilité économique des fermes locales.

J'aimerais vous dire que ce même sujet était au cœur de notre travail au Sénat pendant ces deux dernières années.

Mes collègues du Sénat viennent à peine de terminer une étude nationale sur les sujets que vous abordez. En juin 2008, ils ont publié le rapport intitulé *Au-delà de l'exode : Mettre un terme à la pauvreté rurale*.

Voici quelques points du sommaire :

- La nécessité de remettre le Canada rural à l'ordre du jour politique.
- Le besoin d'un changement rural.
- Le besoin d'une politique adaptée.
- Le Canada rural ne tient pas nécessairement à s'urbaniser.
- Il n'y a pas de solutions magiques.
- La nécessité de combler le déficit de l'infrastructure rurale.
- Le besoin de combler le fossé numérique.
- La revitalisation du secteur bénévole en milieu rural.

L'une des recommandations vous intéressera particulièrement : la création d'une fondation nationale vouée aux activités de bénévolat dans le Canada rural. Comme bénévoles extraordinaires, vous pouvez apprécier l'importance de cette vision plus que bien d'autres.

Le Canada rural doit constamment rivaliser avec nos plus grandes villes pour obtenir de l'attention et des engagements budgétaires. J'espère que ce rapport sénatorial favorisera davantage les plus petites communautés et les citoyens à l'extérieur des régions métropolitaines du Canada.

Le Canada rural a besoin d'une voix plus forte à la législature et dans nos assemblées législatives. C'est le moins que vous puissiez demander.

Lorsque j'ai été élue à l'Assemblée législative en 1987, j'ai travaillé à trois dossiers au cours des trois premiers mois de mon mandat :

- J'ai réuni un groupe de personnes pour former notre première association touristique locale. Elle se renforce d'année en année.
- J'ai lancé le défi à notre conseil municipal d'entamer un programme de loisirs à l'intention des personnes ayant une déficience physique et mentale. Nous avons réussi et le programme continue à prendre de l'ampleur.
- J'ai contribué à changer certaines perceptions très négatives quant à l'ouverture d'une banque alimentaire dans notre ville. C'était en 1988... 20 ans plus tard, le besoin persiste et je suis



heureuse de voir qu'il y a de bonnes personnes qui sont tout aussi préoccupées que moi et qui n'hésitent pas à répondre aux besoins depuis deux décennies.

Vous avez ce même engagement envers vos concitoyens. Je vous remercie du fond du cœur.

Le 6 février dernier, M<sup>me</sup> Dianne Swinemar, directrice générale de Feed Nova Scotia, s'est adressée au Sénat au nom de l'Association canadienne des banques alimentaires.

Je cite : « Dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse... nous constatons une énorme vague de déplacement vers l'Ouest... (et) on a constaté une diminution importante du nombre de clients de la banque alimentaire...(en même temps) une augmentation du nombre de clients de la soupe populaire... parce que plus personne ne s'occupait des personnes âgées... C'est désormais la soupe populaire et non la banque alimentaire qui est la nouvelle réponse des régions rurales canadiennes à la faim et à la pauvreté. »

Durant ces audiences sénatoriales sur la pauvreté au Canada, j'ai entendu un grand nombre de propos qui m'ont fendu le cœur. Permettez-moi d'en mentionner quelques-uns :

Les banques alimentaires restent ouvertes toute la nuit pour que nos concitoyens et concitoyennes «... puissent, sous le couvert de l'anonymat, obtenir de la nourriture parce qu'ils ne veulent pas que la communauté sache qu'ils en ont besoin. »

« Cette année, une banque alimentaire a dû fermer les portes parce que les bénévoles étaient trop vieux pour continuer... ». Elle a ajouté : «... la majeure partie de ce groupe (ceux qui bénéficient de l'aide sociale) sont des mères seules qui ne peuvent se passer de l'aide qu'elles reçoivent à moins d'avoir des soins pour leurs enfants. »

J'incite vivement chacun d'entre vous associé aux banques alimentaires de non seulement offrir de la nourriture, mais aussi d'enseigner. Comme le dit si bien le fameux proverbe – « Donne un poisson à un homme, tu le nourris pour un jour. Apprends-lui à pêcher, tu le nourris pour toujours. » (Lǎo Zi)

Vous savez que mon engagement principal au Sénat était le développement de la petite enfance et la nécessité d'un plus grand système de garderies de qualité. Les liens entre la pauvreté et les besoins de familles qui nécessitent de l'aide pour leurs enfants sont de plus en plus alarmants.

Je vais maintenant aborder d'autres sujets de votre programme aujourd'hui.

Le prix des produits essentiels pour nos repas est de plus en plus cher. La production des biocarburants est l'un des facteurs responsables de cette situation.

Le 4 juillet 2008, la Banque mondiale a affirmé que, dans le monde entier, le prix de la nourriture avait augmenté de 140 % de 2002 à 2008... (en raison) de la grande pression des États-Unis et de l'Union européenne à convertir la culture vivrière en biocarburants.



Un rapport de Statistique Canada publié en juin 2008 mentionne que les Canadiens et les Canadiennes n'ont pas connu, pour la majeure partie, une hausse du prix des aliments. En effet, il n'y a eu une augmentation que pour environ 10 % de la nourriture à la suite de la conversion du blé et du maïs en biocarburants (nouvelles de la CBC, le 4 juillet 2008). Et pourtant, ces 10 % pour lesquels le prix a augmenté touchent chaque famille canadienne.

Permettez-moi ici de citer le *Globe and Mail* du 19 septembre 2008 : « Il y a cinq ans, la musicienne de Toronto, Elizabeth Morris, a commencé à confectionner elle-même du pain parce qu'elle avait du plaisir à le faire et parce que c'était bien moins cher que les marques "atroces" des magasins. Maintenant, en raison du prix auquel la farine de seigle est rendue, elle se demande si ce sera possible de continuer à faire du pain à la farine de seigle... » Les enthousiastes de la cuisson maison se sentent découragés après avoir été témoins, cet été, de la hausse vertigineuse de la farine et du chocolat – en partie causée par les prix élevés de l'essence.

« Nous en sommes rendus au point où nous ne pouvons plus nous permettre de faire notre propre boulangerie », dit Hilda Durling, âgée de 75 ans et arrière-grand-mère de Bridgetown, en Nouvelle-Écosse. D'après le plus récent indice canadien des prix à la consommation, il y a eu une hausse de 4,3 % du prix de la nourriture achetée dans les magasins au cours de la dernière année. En tête figure une augmentation de 13,2 % du prix des produits de boulangerie.

Le prix d'autres produits alimentaires étroitement liés au grain, par exemple les céréales du déjeuner, le riz, les pâtes et les aliments à base de farine, a continué à augmenter dans les 12 mois menant à juillet 2008. Il est facile de le constater dans les rayons de magasins. M<sup>me</sup> Norris dit qu'elle paye désormais 25 \$ pour 5 kg de farine de seigle qui coûtait auparavant 10 \$. De nombreux boulangers doivent avoir recours à des façons créatives d'éviter les contre-coups de la hausse.

Les rapports sur l'inflation d'août viennent d'être publiés : le prix de la nourriture a augmenté de 5,2 % au Canada en un mois, la plus importante augmentation depuis juin 2001 – causée en grande partie par l'augmentation de 14,9 % des produits de boulangerie et de céréales au cours de l'année. (*The Globe and Mail*, le 23 septembre 2008)

C'est une grande controverse au Canada et dans le monde entier – la lutte contre la famine internationale et l'environnement – c'est-à-dire la nécessité d'augmenter la production d'essence nette.

Au Canada, le gouvernement fédéral a annoncé en mars 2008 son intention de dépenser jusqu'à 41,5 milliards sur 7 ans pour promouvoir des carburants de rechange, comme l'éthanol, et a mentionné que d'ici 2010, l'essence canadienne contiendra un contenu renouvelable de 5 % (CBC, le 4 juillet 2008). Ces mesures ont pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre, par rapport aux combustibles fossiles, de 3 % à 4 % (Bibliothèque du Parlement – Ressources naturelles Canada).

Le dilemme de la nourriture et de l'essence fait l'objet d'un grand nombre de débats et de préoccupations. La possibilité que l'industrie des biocarburants puisse revitaliser le Canada rural, ainsi que contribuer à la réduction de la pollution, doit être examinée dans le contexte de ses éventuelles répercussions sur la production alimentaire et le coût des aliments.

Je suis certaine que vous allez porter une grande attention à ce sujet et à tous les aspects de ce débat.



J'ai abordé la pauvreté, les conséquences de la disponibilité des aliments et le coût de la conversion des grains en biocarburants, mais rien n'a autant retenu l'attention des Canadiens que l'épidémie de listériose actuelle.

L'Association médicale canadienne (AMC) a décrit le décès de 20 Canadiens et Canadiennes comme étant « la pire épidémie de listériose au monde » (*JAMC*, le 7 octobre 2008). Les rédacteurs ont poursuivi en disant que : « La *Listeria* est une bactérie omniprésente dans le sol. Il y aura inévitablement d'autres épidémies de listériose d'origine alimentaire. » Ils demandent que soit effectuée une enquête publique complète sur les principales défaillances du système d'inspection des aliments du Canada, surtout à la lumière du transfert en 2007 des responsabilités de l'inspection du gouvernement fédéral aux usines de transformation des produits alimentaires.

Et maintenant, il y a une inquiétude énorme partout dans la population. Plus récemment, des parents ont commencé à préparer des sandwiches pour les enfants à l'école dans un état de vigilance plus prononcé qu'auparavant.

Cette vigilance est primordiale pour nos citoyens et citoyennes les plus vulnérables – les jeunes enfants, les femmes enceintes et les aînés frêles. Je pense que nous avons seulement touché la pointe de l'iceberg de ce problème. Le 13 septembre 2008, le *Daily Gleaner* affichait ce gros titre : « Rappel de repas congelés offerts par des organismes de bienfaisance » [Traduction libre]. Environ 1 850 repas congelés distribués par Meals on Wheels et des organismes de bienfaisance similaires en Colombie-Britannique, en Ontario et au Nouveau-Brunswick ont fait l'objet d'un rappel en raison d'une contamination à la listériose. Cette mesure n'était pas liée à Maple Leaf Foods. Il s'agissait en fait de saumon en sauce blanche accompagné de pommes de terre en purée et de carottes givrées.

Mais ce n'était pas le début de notre anxiété à propos de la nourriture que nous achetons. Au cours de la dernière année, les champignons, les tomates et les épinards importés ont suscité des craintes – certains étaient des produits organiques, d'autres ne l'étaient pas – la liste est longue. Les bouteilles en plastique pour bébés et maintenant l'horrible histoire de préparations pour nourrissons de la Chine, qui étaient constituées de niveaux toxiques de composantes ajoutées – de la mélanine en particulier. Le 23 septembre 2008, on a signalé 53 000 bébés malades en Chine, souffrant de calculs rénaux qui occasionnent une douleur atroce, et succombant même à une insuffisance rénale (*National Post*, le 23 septembre 2008)

La même journée, nous avons appris que certains desserts sur les étagères de nos propres magasins étaient également dangereux et ont dû être retirés. Et la semaine dernière, on a découvert de la mélanine parmi les ingrédients de produits du lait de certaines marques de biscuits et de bonbon.

Le scandale des préparations contaminées se veut également un rappel que le propre régime de sécurité alimentaire du Canada devrait, en plus de filtrer les produits dangereux, permettre aux Canadiens de savoir de quel pays leurs produits sont importés. D'après les lignes directrices actuelles, les produits peuvent porter l'étiquette « Fabriqué au Canada » quand ils n'ont qu'été traités au Canada.

Les nouvelles lignes directrices, qui entreront en vigueur le 31 décembre, constituent une amélioration : l'étiquette « Produit du Canada » indique que 98 % des ingrédients sont d'origine canadienne; « Fabriqué au Canada » signifie que 51 % des coûts de fabrication ont été engagés au Canada. Bien qu'il



se puisse que l'étiquette mentionne « Fabriqué au Canada à partir d'ingrédients importés », rien n'exige de dire d'où ils proviennent.

Par ailleurs, les deux catégories vont certainement créer de la confusion parmi les consommateurs. Le scandale de la Chine est le tout dernier de plusieurs associés à l'altération de produits pour qu'ils rapportent plus. Le système de réglementation chinois ne fonctionne pas, en dépit de l'exécution du chef de l'organisme de réglementation de la sécurité alimentaire. La Chine ne changera que si le miracle économique du pays est grandement à risque. Entre-temps, l'étiquetage de la source des ingrédients étrangers aiderait le consommateur canadien à rester vigilant. » (*The Globe and Mail*, le 19 septembre 2008)

À mon avis, nous sommes arrivés à un moment de grand changement dans nos choix de nourriture. Il est maintenant le temps d'avoir notre propre source de légumes, de fruits, de viandes et de poissons.

Nous devons de nouveau examiner ce que nous achetons pour poser les choix les plus sains, les plus sûrs et les plus abordables pour nous et notre famille. Dans quel pays le produit a-t-il été cultivé et emballé? Quel est le contenu nutritif? Quelle est la valeur alimentaire par rapport au prix de l'aliment? Nous devons exiger du gouvernement le niveau le plus élevé de règlements et d'inspection des aliments tout en assumant notre responsabilité individuelle pour les aliments que nous consommons.

J'espère sincèrement que nous allons profiter de cette occasion pour nous engager entièrement envers nos propres fermiers, pêcheurs et toutes les personnes auxquelles nous avons confiance au sein de notre communauté. Il est temps de changer nos habitudes alimentaires, non seulement pour des raisons de sécurité, mais aussi pour notre santé et notre mieux-être, et certainement pour poser des choix alimentaires qui tiennent compte des coûts.

Chacun d'entre nous peut contribuer à revitaliser et à renforcer le Canada rural. Nous avons des marchés fermiers incroyables et d'excellentes boulangeries. Il y a dans nos épiceries et nos supermarchés de nombreuses étiquettes nous informant s'il s'agit d'un produit de l'Atlantique, ou pour le moins, du Canada.

Chaque semaine, les médias continuent à nous dérouter quant à ce qu'il faut pour faire vivre sainement et longtemps, et rester jeunes. Il nous incombe, à titre de spécialistes et de défenseurs, d'aider nos concitoyens à bien comprendre toute l'information qui les assaille et à faire preuve de modération dans le choix des aliments qu'ils aiment et dont ils ont besoin pour rester en santé.

À mon avis, le livre *Bien manger avec le Guide alimentaire canadien* demeure la marche à suivre d'une saine alimentation, mais je sais également que le chocolat est bon, que les noix sont toutes aussi adéquates pour moi que pour les écureuils, qu'un peu de vin ou de bière assure une meilleure circulation sanguine, que les fibres sont parfaites pour moi (de même que pour les chevaux et les vaches) et que, peu importe ce que je mange chaque jour, ce sont les calories qui comptent et que l'obésité est l'ennemi des mes articulations arthritiques.

Le choix des aliments vient en premier, puis la préparation de la nourriture. Il nous incombe de laver et de cuire nos aliments à fond, et d'insister sur la propreté et la sécurité alimentaire, en commençant dans notre propre maison.



À partir de maintenant, j'achèterai plus d'aliments de l'Atlantique et du Canada, surtout ceux qui sont en saison, et je préparerai plus de repas familiaux avec des ingrédients en lesquels j'ai confiance. Je lirai les étiquettes, notamment pour connaître le contenu de sodium et de matières grasses, et je chercherai en premier le pays d'origine.

Est-il temps d'être nostalgique à propos de notre nourriture? J'ai grandi dans une famille où dans laquelle nous préparions un poulet rôti ou toute autre viande rôtie au souper du dimanche. Nous avions des sandwiches pour le reste de la semaine. La viande était tranchée sur le comptoir du garde-manger et le pain était fait à la maison. Aujourd'hui, je me demande quel est le nombre d'enfants qui savent ce qu'est une pomme au four ou de parents qui confectionnent leurs propres fèves. D'est en ouest, même dans les restaurants sophistiqués, le pouding de pain perdu et le pouding au riz sont de nouveau à la mode.

Conservons-nous de bons souvenirs de ce temps? Oui, jusqu'à un certain point. Mais, les mères ont moins de temps à passer dans la cuisine et il n'y a pas de jardins dans la plupart des cours. Il y a cependant de bonnes nouvelles : le Canada est bien en mesure de nourrir ses propres citoyens; nous devons donc promouvoir ce que nous cultivons et produisons ici, et nous pouvons aider nos concitoyens à apprécier des aliments à prix abordable et de qualité alors que nous entamons une nouvelle ère alimentaire ce 21<sup>e</sup> siècle. Demandons également à nos gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'assumer la responsabilité – comme jamais auparavant – de la sécurité de notre approvisionnement alimentaire.

J'applaudis vos objectifs de renforcer les partenariats et la communication, d'échanger les meilleures pratiques et de rapporter le tout à vos communautés. On a besoin de vous plus que jamais et je sais que votre travail sera apprécié maintenant et dans l'avenir.

Pour notre santé, pour notre plaisir, pour notre sécurité, nous avons beaucoup à faire.

Merci pour votre engagement et votre dévouement. Je vous remercie également de l'attention que vous m'avez portée et je vous offre mes meilleurs souhaits de réussite à mesure que vous continuez à aider et à inciter les autres à bien manger, reconnaissants de l'abondance de la récolte que nous venons de célébrer et confiants envers l'avenir.

